

[Re]vue des médias //13-19 sept.

Pauvreté, « Traverser la rue », Collomb à Lyon et Benalla au Sénat ; que nous disent les actus ?

Le président de la République a présenté le Plan pauvreté du Gouvernement, jeudi 13 septembre, depuis le Musée de l'Homme. Emmanuel Macron veut stopper les déterminismes sociaux, explique, mardi 18 septembre, sur le site du Monde, l'économiste Didier Gelot. Il s'interroge sur l'efficacité de ces mesures déjà appliquées au Royaume-Uni par Tony Blair puis abandonnées. Sur le même thème, mais à l'Assemblée nationale cette fois-ci, c'est la ministre des Solidarités, Agnès Buzyn qui s'est illustrée, mardi 18 septembre, par une réponse à la question d'un député La France insoumise (LFI) de la Réunion... « Vous n'avez aucun intérêt à ce que nous arrivions à résoudre la pauvreté dans ce pays car vous en vivez, vous vous en nourrissez ! » Mauvais choix des mots : la Ministre plaidera l'ignorance. En effet, Jean-Hugues Ratenon, le député LFI, expliquera sur l'antenne d'Europe 1 : « Moi et ma famille, nous avons connu la pauvreté. Avant d'être élu, j'étais au RSA ». La Ministre, mardi 18, par courrier manuscrit, a tenu à s'excuser.

Ce week-end, lors des visites de l'Élysée dans le cadre des journées du Patrimoine, un jeune homme, au chômage, s'est retrouvé face au Président et en a profité pour lui parler de sa situation. Échange qui a accouché cette phrase, passée à la postérité en quelques heures : « Hôtels, cafés, restaurants, je traverse la rue, je vous en trouve [du travail] ! », a expliqué le président. Les observateurs ont ironisé sur le fait que l'homme est horticulteur et qu'Emmanuel Macron l'envoie en restauration... Deux domaines, quand même éloignés. Cette remarque a suscité chez de très nombreux internautes des blagues innombrables. Dont celle de François Morel, sur Twitter : « Prudence sur les routes. 3,5 millions de personnes risquent de traverser la rue dans les heures qui viennent. »



Dans les pages de l'Express du 18 septembre, Gérard Collomb, ministre d'État de l'Intérieur, annonce vouloir se présenter aux Municipales de 2020 à Lyon et, devrait quitter son poste au gouvernement après les prochaines élections européennes. « C'est loin, les municipales. Si d'ici là, on ne m'a pas diagnostiqué de maladie grave [rires], je serai candidat à Lyon. » Un choix et une annonce qui a provoqué une réaction en chaîne : tous les ministres qui envisageaient de se présenter en 2020 ont dû se positionner et annoncer leur intention. Une situation qui fait dire à Figaro sur son site : « Il n'a pas fait l'unanimité dans les milieux policiers, et est ressorti de l'affaire Benalla affaibli. » Par contre, il devra d'ici là choisir entre la ville de Lyon et la Métropole, les cumuls n'étant plus possibles en 2020.

Ce qui nous amène à ladite affaire Benalla. Mercredi 19 septembre, le « Chat noir » de l'Élysée, comme le désigne France 24 sur son site, était entendu par la commission d'enquête du Sénat. Une séance qui a débuté par un exercice de contrition de l'ancien chargé de mission au cabinet de la présidence, obligé de s'excuser des mots prononcés à l'encontre de la commission sénatoriale et de son président. De l'avis des observateurs, Alexandre Benalla avait préparé, peut-être trop, son audition. Ce qui l'a conduit à plusieurs reprises à dire : « Pour être très précis... ». Formule qui a inspiré des auditeurs sur Internet, dont : « Benalla plus il est précis plus il est flou », raillant les réponses évasives de l'homme.

Thomas DELANNOY

Vents contraires



La fin de l'état de grâce se confirme. Tous les astres semblaient alignés pour Emmanuel Macron lors de sa première année de quinquennat. Le bon accueil qui lui a été réservé par les dirigeants et investisseurs étrangers, la croissance solide et une coupe du Monde arrachée de Russie : rien ne semblait pouvoir arrêter le jeune quadra, peu inquiet par une opposition politique moribonde. Le président de la République aborde cette rentrée de manière bien plus délicate, et affronte de puissants vents contraires. Sa réaction sera intéressante. Elle nous permettra de mieux jauger la résilience de sa vision et sa capacité à encaisser les chocs, deux qualités vitales de tout dirigeant, particulièrement dans le dur monde de la politique.

Après la démission en direct de Nicolas Hulot à la radio, Macron vient donc de subir à nouveau la défection d'un poids lourd. Numéro deux du gouvernement et soutien de la première heure, Gérard Collomb a déclaré cette semaine qu'il serait candidat à la mairie de Lyon pour les municipales de 2020 – il abandonnera donc prochainement son poste de ministre de l'Intérieur. Les difficultés s'accumulent. La reprise économique ralentit déjà, les créations d'emploi ont marqué le pas au deuxième trimestre et les sondages rabaissent le chantre du nouveau monde au même niveau que François Hollande à la même époque. La marche pour le climat est venue lui rappeler que le slogan « make our planet great again » n'avait pas (ou si peu) été suivie d'actes... Dans ce contexte, le gouvernement était soulagé de présenter cette semaine un plan santé visant à améliorer les soins de proximité, qui a été salué pour son « pragmatisme ». Ouf, la marque de fabrique de Macron reste d'actualité. Pendant ce temps, la guerre commerciale monte d'un cran entre les États-Unis et la Chine. Des milliers de produits de consommation en provenance de l'Empire du milieu seront surtaxés dès lundi prochain, suite à une décision de Donald Trump. La Chine a immédiatement riposté avec de nouveaux droits de douane. Mais dans un monde globalisé, les gagnants et les perdants sont partout. Les groupes américains dépendent ainsi largement des importations, à l'image d'Apple qui fait assembler le gros de ses produits en Chine. Au final, c'est le consommateur qui paiera. Pour l'heure, l'impact des tarifs douaniers imposés par Trump sur les consommateurs américains est estimé à 127 dollars par an. Un montant qui pourrait continuer à gonfler du fait de l'escalade protectionniste.

Thomas LESTAVEL.